

Try Black Horse ALE 100 Years of Brewing experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink DOW'S ALE Standard of Strength and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11, rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Tél.: LAncester 5361 — Le numéro: CINQ CENTS PARTOUT

Des exemptions de taxes

Le ministre de la Marine, M. Alfred Duranleau, rencontrera bientôt le premier ministre du Canada à l'effet d'obtenir une exemption de l'impôt sur les corporations pour la Montreal Light, Heat and Power.

Il y a une chose qui me frappe dans cette demande présentée par les clubs ouvriers — mais, en sous-main, par la Montreal Light, Heat and Power — c'est l'argument que "cette compagnie étant une firme privée, elle sera obligée de faire porter le poids du nouvel impôt sur ses clients."

Autant vaudrait dire que parce qu'un industriel quelconque doit payer une taxe sur son revenu, il augmentera le prix de ce qu'il produit, de ce qu'il vend au consommateur.

Lorsqu'une compagnie d'utilité publique détient un monopole exclusif, elle échappe à cette loi de la concurrence, elle devient libre d'exiger du public le prix qu'elle veut pour le produit, la marchandise qu'elle lui vend; elle fixe elle-même le taux des dividendes qu'elle paiera à ses actionnaires; elle n'est sujette à aucun contrôle autre que celui bien indirect de la Commission des utilités publiques.

Pourquoi la Montreal Light, Heat and Power serait-elle dispensée du paiement de l'impôt sur le revenu, plus que n'importe quelle autre compagnie, firme ou individu quelconque? C'est une entreprise privée qui a l'avantage de ne pas avoir à lutter contre la concurrence; elle nous dit bien que, dès qu'elle sera exemptée du paiement de cette taxe, elle transportera cet avantage à ses clients par une réduction dans les taux du service qu'elle leur donne, mais qui nous garantit que le plein montant obtenu par cette exemption de taxe retournera au public? Quel contrôle sera exercé sur ce virement dans les recettes et dépenses, et par qui?

Nous admettons bien franchement que les taux du gaz et de l'électricité ont graduellement diminué au cours de ces quelques dernières années, mais il faut faire entrer en ligne de compte le développement de l'usage de ces deux facteurs, le plus fort volume d'affaires réalisé par cette puissante compagnie avec, en plus, un prix de revient grandement diminué grâce au développement sur une plus vaste échelle de nos forces hydrauliques et par les progrès incessants de la science et du machinisme.

Invoyer le prétexte que dans les autres provinces les firmes qui vendent de l'électricité étant la propriété de la province — c'est-à-dire de tous les citoyens — sont exemptées de l'impôt sur les corporations, pour jouir de la même exemption n'est guère plausible, car, dans ces cas, les bénéfices réalisés retournent à tous, vont grossir les fonds publics, tandis que, dans le cas de compagnies privées, ce sont les actionnaires — donc une infime minorité de la population (sans mentionner les actions mouillées, "watered stock") — qui se partagent les bénéfices.

Si on exemptait les compagnies d'utilités publiques de l'impôt sur les corporations, la perte de ces revenus devrait se compenser par une taxe quelconque qui retomberait sur le dos des contribuables d'une manière ou d'une autre.

En principe, tous les services d'utilités publiques devraient être nationalisés ou municipalisés — surtout lorsque ces services sont exploités par un monopole. Tant que cet état de choses ne prévaudra pas et il est certain que le jour n'est pas éloigné où ce sera un fait accompli, ceux qui sont régis par des intérêts privés doivent tomber sous la loi commune et ne devraient jouir d'aucune exemption de taxes, à moins qu'un contrôle sévère ne soit exercé sur leurs opérations, que les taux du service soient fixés par une commission gouvernementale et non pas déterminés par un bureau de direction composé d'actionnaires, qui, tout naturellement — et nous ne le leur reprochons pas d'ailleurs — prennent en premier lieu un soin tout particulier de l'intérêt des actionnaires et de leurs dividendes.

Certes, nous sommes en faveur d'une réduction dans les taux du gaz et de l'électricité; certes, il ne serait que juste et raisonnable que nous ne soyons pas appelés à payer plus cher pour ces services que les consommateurs dans les autres provinces, mais nous ne sommes pas prêts à lâcher la proie pour l'ombre, nous préférons voir tous les services publics indistinctement — qu'ils soient régis par des intérêts privés ou qu'ils appartiennent à la province — être mis sur un pied d'égalité et être assujettis à faire ristourne d'une partie de leurs profits à l'Etat.

Nous sommes énergiquement opposés à toute exemption de taxes, que celles-ci soient imposées par le Fédéral, le Provincial ou une municipalité; tous indistinctement devraient être égaux devant la loi. Au lieu de chercher à augmenter cette liste interminable d'exemptions, qu'on prenne les mesures pour la diminuer graduellement s'il est impossible de les supprimer totalement d'un seul coup.

SOCIUS.

LES ASSURANCES SOCIALES EN FRANCE

L'application de la loi d'assurances sociales, entrée l'an dernier en vigueur après d'innombrables péripéties, rencontre beaucoup moins de difficultés qu'on se le figura. C'est la déroute des prophètes pessimistes des patrons et autres adversaires des assurances sociales. La loi est inapplicable, criaillement, c'est le contraire qui se démontra. On a même réussi à surmonter sans secoues les prévisibles et inévitables difficultés du début. Dans sa majorité le patronat s'est accoutumé lui-même du moins en ce qui regarde l'application pratique, au nouvel état de choses. On avait dit que les ouvriers allaient être révolés par la loi; ils se seraient soulevés contre les obligations qui allaient peser sur eux; ou ils ont accepté consciencieusement leurs obligations. Même la ruine économique, prédite, oubliée, comme d'habitude, de venir donner raison aux détracteurs des assurances sociales.

Néanmoins, par principe, les adversaires n'ont pas encore désarmé. Assurément ils ne se hasardent plus à réclamer l'abrogation de la loi, mais ils tentent, par les voies détournées d'amendements sournoisement désagrégeants, à ruiner, en le sapant, l'édifice à peine reconstruit. C'est ainsi qu'un député réactionnaire vient de déposer un projet de loi qui sans aller jusqu'à supprimer l'obligation lui fait pourtant une première brèche. L'assurance-vieillesse resterait obliga-

toire et serait couverte par les cotisations patronales. La maladie, la maternité et le décès deviendraient des risques que les assurés pourraient facultativement assumer par les sociétés de secours mutuels. Ainsi, deux des principes fondamentaux de la loi sur les assurances sociales seraient détruits: l'unité et l'interdépendance des assurances sociales, ainsi que l'obligation garantie par le précompte. Ce n'est pas le seul adversaire qui continue à faire la guerre contre les assurances sociales. Il faut s'attendre à de nouveaux assauts. Mais on peut escompter fermement aussi que, à l'instar des tentatives d'hier, les mauvais coups qu'on prépare finiront à la confusion de ceux qui les manigancent. — F. S. I.

Qui pourra jamais dire tout ce que souffre l'ouvrier dont le salaire réduit ne lui permet plus de donner aux siens tout ce qui est nécessaire?

Les économistes s'accordent pour dire que de la capacité du pouvoir d'achat des ouvriers dépend la prospérité du commerce et de l'industrie.

L'ouvrier qui persiste à faire bande à part sera toujours une nuisance au Travail organisé et il est le tout premier artisan de son état malheureux.

Plus que jamais la coopération est nécessaire pour assurer au mouvement ouvrier une efficacité profitable à tous ceux qui le composent.

La Classe Ouvrière

Après l'encyclique du pape, nous aurons des semaines sociales pour s'occuper des intérêts soi-disant des ouvriers, alors qu'au fond c'est surtout les intérêts des patrons qu'ils ont en vue et leur sécurité individuelle. Quand le bourgeois est tendre et dévoué pour l'artisan, ne vous y trompez pas, c'est parce qu'il veut qu'on le soit pour lui. Il n'a pas changé depuis le temps des pyramides quand les hommes jouaient sur leur charge écrasante, qu'ils obéissaient au fouet du tyran, mais le prolétaire a changé, lui. Ce n'est plus l'esclave corvéable à merci, mais un maître avec qui il faut compter. On ne lui lance plus des ordres par la tête, mais on lui parle poliment, presque avec déférence. On lui demande en y mettant des formes de vouloir bien se laisser conduire et exploiter. On s'efforce de lui persuader qu'il est l'objet de sa tendresse et de sa bienveillance. Quel soin on se donne pour lui préparer de beaux discours, comme l'apiculteur joue du tambour sur un plat de vaisselle pour étourdir les abeilles afin de leur enlever leur miel sans se faire piquer par leurs dards acérés. Je suis toujours émerveillé d'entendre des avocats, des médecins, des publicistes traiter avec un aplomb imperturbable des questions économiques. Pas un de ces beaux discours n'a été sous le harnais et cependant comme il tranche de haut ces questions compliquées, comme il résout facilement ces problèmes difficiles; d'un coup de langue, il coupe à net ce noeud gordien! Ils me font penser à la réponse de cette femme à sa voisine qui n'avait pas d'enfant et

s'évertuait à lui donner de sages conseils sur la manière de les élever: "A votre place, je me ferais écouter. Ce ne sont pas les parents qui doivent obéir aux enfants. Je ne leur répète-rais pas une chose deux fois. A huit heures, ils seraient dans leur lit et dormiraient à poings fermés. Celui qui ne se sert pas du fouet aura le sort du vieillard Samuel et périra par la main et les caprices de ces petits monstres qui, dans votre imagination, sont des anges. Oui, des anges cornus. C'est entendu, vos petits sont beaux, mignons, bien faits. Ce sont des perfectionnés, vous ne parlez que de leurs finesses, de leurs bons mots, comme tous les parents d'ailleurs, alors que vous devriez voir en eux des gibiers de potence, les tenir à l'oeil, couper leurs vices dans la racine. Ce n'est pas quand un arbre est à sa grosseur qu'on doit le redresser. Il est trop tard, le tronçonneau et devient avant peu du bois mort..."

La mère, d'un ton tranquille et résigné, répondit au mentor enjuponné: "Tout ce que vous dites est bel et bon, mais vous oubliez que ce n'est pas avec la bouche — elle s'était servie d'un terme plus imagé — qu'on fait les enfants... On en tire ce que l'on peut et non ce que l'on veut..."

Ce n'est pas également avec leur bouche que nos économistes d'occasion vont trouver le mot de l'angoissant énigme pour la solution de laquelle le peuple russe a versé son sang. Le pape lui-même, avec une humilité digne d'éloge, avoue son incompetence à se prononcer sur les droits et les devoirs

des patrons et des ouvriers dans la grande question du travail. Où il s'arrête avec discrétion, nos pédagogues piquent résolument une tête dans le remou, où ils patagent sans réussir à passer le Rubicon. Ils font le sac des bibliothèques pour trouver la matière de leur conférence. Leroy-Beaulieu est particulièrement mis à contribution, savamment démarqué et adapté à notre pays pour les besoins de la cause. Rien de pratique, ni d'original ne sort de ces bals-à-gueule. Des phrases, de la grandiloquence, des considérations philosophiques depuis des années ressassées, c'est tout. Pas une étincelle ne jaillit du choc de ces vieilles idées, noyées deséchées d'où l'amande s'est évanouie. Pas un homme d'expérience aux mains calleuses, qui a subi le joug et sait où le bâton blesse ne monte pas à la tribune pour offrir une tranche de vie à ceux qui sont altérés de vérité et qui voudraient une entente entre adversaires qui trent leurs griffes, se disent des aménités, se donnent de chaleureuses poignées de mains quand ils ont envie de s'étriper. Quand donc la classe ouvrière règlera-t-elle ses affaires elle-même sans donner une procuration à ces faux-nés, à ces faux bonhommes, à ces faux philanthropes qui sont du côté du manche tout en protestant de leurs bons sentiments à l'égard de la piébe qu'ils méprisent, dont ils se fichent au fond comme un poisson d'un hot-dog, mais qu'ils craignent depuis qu'elle a pris conscience de sa force et qu'elle commence à voir clair dans son destin?

JULIEN SAINT-MICHEL.

Protestations des Charpentiers

Ceux-ci enrégimentent une vive protestation au Conseil contre l'Association des Entrepreneurs de Montréal qui veulent réduire leurs salaires. — La Loi des accidents du travail.

Quoique présent, le premier vice-président Ben Drolet, indisposé, ne put présider l'assemblée du Conseil des Métiers et du Travail tenue jeudi soir dernier au Monument National.

Le deuxième vice-président Adhémar Tremblay occupa le fauteuil. On ne se serait pas cru en plein été, car l'assemblée était aussi nombreuse, si non plus, que lorsqu'il y a eu l'élection d'officiers. La salle était remplie à sa pleine capacité.

Le secrétaire Jos. Pelletier présenta le rapport de l'Exécutif qui ne contenait qu'une clause comme suit:

"Votre comité a reçu une lettre du 'Monde Ouvrier' qui offre en vente des copies de la Loi des Accidents du Travail, imprimées en français et en anglais. 'Croyant rendre service aux organisations ouvrières affiliées, et particulièrement aux officiers qui dirigent le mouvement, attendu que ceux-ci sont en majorité des délégués à ce Conseil, votre comité recommande que le secrétaire reçoive instruction de commander 100 copies françaises et 100 copies anglaises de la loi au coût de \$2.50 le cent copies, pour les distribuer aux délégués à la prochaine assemblée."

Le délégué Alphéus Mathieu dit que le comité a cru faire cette recommandation parce que c'est un bon moyen pour les ouvriers de se mettre au courant de la loi, surtout lorsqu'il en coûte si peu pour se renseigner. "Il est vrai", dit-il, "que le gouvernement doit en faire l'impression de cette loi, mais quand et combien de copies pourraient-ils fournir aux ouvriers pour qu'ils en fassent l'étude. Il y a longtemps que nous demandons cette loi, nous l'avons maintenant et c'est à nous de nous mettre au courant de ce qu'elle comporte."

Le délégué Jensen ne voit aucun mal dans l'achat de ces copies, mais il croit que les ouvriers ne devraient pas être obligés d'acheter des copies de cette loi, car les ouvriers paient des taxes au gouvernement, et à lui revient l'obligation de les tenir au courant d'une loi qui a été faite spécialement pour leur protection.

D'autres délégués approuvèrent l'attitude de l'Exécutif du Conseil et recommandèrent l'achat de copies de cette loi.

Le rapport du comité est adopté et le secrétaire reçoit instruction de se procurer 100 copies en français et 100 copies en anglais.

Le secrétaire donna lecture de deux communications du gouvernement fédéral en réponse à des résolutions du Conseil traitant: 1o de la taxe imposée sur les périodiques étrangers, avec promesse que cette question sera prise en sérieuse considération de la part du premier ministre Bennett; 2o représentation ouvrière sur la Commission du Tarif, la réponse du gouvernement contient les mêmes promesses.

Une communication du Conseil de District des Charpentiers et Menuisiers de Montréal créa toute une sensation lorsque le secrétaire en donna lecture. Celle-ci est une protestation contre les agissements de l'Association des Entrepreneurs de Montréal avisant ce Conseil des charpentiers d'une réduction de salaires sur tous les chantiers. Le Conseil de District demanda au Conseil des Métiers de faire des protestations auprès du Ministre du Travail G. Robertson et du Ministre

des Chemins de Fer et Canaux R. J. Manion.

Le délégué Cuppello se lève de suite pour protester contre cet état de choses. Au moment où les grands financiers sont d'accord que les salaires doivent rester stables, l'on veut passer à travers la présente dépression industrielle, voici que l'Association des Entrepreneurs de Montréal prend avantage de la situation troublante actuelle pour forcer les charpentiers à accepter une réduction de salaires. Il est d'avis que le Conseil ne peut jamais trop protester contre de telles mesures draconiennes.

Le délégué R. Lynch fait une revue des conditions qui existent depuis plus de deux mois et déclare qu'une réduction de salaires serait un suicide. "Quelle est la raison qui a pu motiver cette décision de la part de cette association? Les ouvriers sont ceux qui devraient se lever en masse et montrer qu'ils sont les maîtres, les producteurs de la richesse et qu'ils ne veulent pas que leurs enfants et leur femme souffrent de la faim."

Le délégué Corrigan se dit au courant de la situation et croit que c'est une honte et que le gouvernement ne devrait pas tolérer que les entrepreneurs réduisent les salaires des ouvriers. Des protestations énergiques devraient être faites à Ottawa.

Le délégué Pierre Lefèvre déclare que les charpentiers n'ont pas accepté cette réduction de salaires, qu'ils veulent la combattre, car celle-ci ne s'appliquera pas seulement aux charpentiers, mais bien à tous les corps de métiers sous la juridiction de l'Association des Entrepreneurs de Montréal.

Cette association a même mis à l'oeuvre un comité de réduction de salaires après qu'un de nos financiers canadiens, Sir Flavell, eut fait une déclaration dans l'ouest que la seule manière de stabiliser les affaires était dans une réduction de salaires.

"Nous ne croyons pas qu'une protestation auprès du Ministère du Travail pourrait nous aider beaucoup, mais nous au Ministère des Chemins de fer et Canaux qui a accordé les contrats avec stipulation que les salaires raisonnables payés dans la ville de Montréal devraient être ceux payés par les entrepreneurs. Hors le salaires à ce temps et maintenant sont de 85 de l'heure pour les charpentiers. Ont-ils le droit ces entrepreneurs de prendre une décision et de réduire les gages à 70 cents de l'heure", demande le délégué Lefèvre.

"Pour ceux qui connaissent et tous les délégués présents sont au courant de cela, les charpentiers n'ont pas travaillé une valeur de six mois l'an dernier, et que dire de cette année, n'est-ce pas le meilleur geste qui puisse pousser le paisible ouvrier à l'anarchie?"

Le délégué Lefèvre demande au Conseil d'aider les charpentiers et d'exercer une vive pression auprès du gouvernement et forcer ces entrepreneurs à respecter leurs engagements envers la classe ouvrière, car l'attitude présente de cette association aura de graves répercussions sur les autres corps de métiers de la construction si une prompt action n'est prise pour déjouer leurs plans.

Le délégué Morin déclare que l'on ne peut avoir assez d'énergie pour protester contre une telle attitude. Quant il s'agit de l'ouvrier on fait appel à ses principes mais lorsqu'il s'agit des employeurs, nous écoutent-ils dans

nos revendications? La patience des travailleurs à un terme et comme celle de tous les autres, elle s'épuise. "Les journaux nous annoncent à gros titres que nous devons acheter et acheter beaucoup pour ramener la prospérité industrielle et la stabilisation des affaires et les patrons qui sont au fond de ces lamentations nous saluent leur sincérité en coupant nos salaires si minimes soient-ils. "Les travailleurs ont droit à beaucoup plus de considération que le Capital leur en accorde, mais craignons le jour où ceux-là fatigués d'être opprimés rendront le réciproque à ces patrons sans entrailles qui ne pensent qu'à accumuler des richesses pour eux mêmes sans s'occuper si le travailleur qui est la base de leurs gains ne crève pas de faim."

Le délégué Morin conclut que nous ne devons pas nous reposer jusqu'au jour où nous aurons montré au Capital que nous sommes fatigués de l'oppression et voulons notre liberté industrielle.

Le délégué Cuppello fait rapport au Conseil comme son représentant au Parti Travailleiste.

Le délégué Pelletier, au nom du Comité de la fête du travail, demande aux différentes unions affiliées au questionnaire que ce comité a envoyé en vue de la célébration prochaine de la fête des travailleurs.

Le Conseil adopte également une protestation contre la réduction du format des verres à bière dans les tavernes.

Les délégués suivants sont admis à siéger: Charpentiers, local 1127, E. Fréchette et A. Hamel; Travailleurs de Métal en Feuilles: J. Jacques, C. Lavalée, S. Patenaude; Union Typographique 145: A. Désy; Charpentiers local 1360: J. Chevalier et T. Dandurand; Charpentiers local 1244: R. D. Lynch et H. Helbert; Charpentiers, local 1558: A. Labrosse et W. Pelletier; Peintres local 349: J. Perreault, R. Robillard et J.-W. Arcouette; Fraternité des Wagonniers Loge 234: H. Gendreau.

Les affaires de routine étant terminées, le Conseil s'ajourne au jeudi le 6 août.

APPEL AUX TYPOGRAPHES

Les membres de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145 sont convoqués en assemblée d'urgence, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri, à 2 heures de l'après-midi, aujourd'hui, pour prendre les dispositions nécessaires pour le renouvellement de leur contrat avec les compagnies de publication des journaux français de Montréal. Leur contrat expire le 15 septembre prochain. Les officiers et les membres du comité de révision de l'échelle de salaire font un appel pressant pour que tous les membres se rendent à cette assemblée, même ceux qui n'auraient pas reçu de convocation personnelle, pour cause de retard dans la livraison du courrier ou autre.

A remarquer que cette assemblée n'a pas lieu au lieu ordinaire des réunions, mais bien sur la rue Berri, à la salle de l'Union du Commerce.

La vie n'a de sens que pour ceux qui croient et qui aiment. — Edouard ROD.

La réponse des Unions

Par GRACE WOODSWORTH

Il y a quelques semaines, les trois députés ouvriers à Ottawa ont envoyé une lettre à toutes les unions du Canada. Cette lettre donnait un résumé de ce qu'ils avaient fait pendant la session et démontrait la nécessité de l'organisation politique de la part des unions. Dès lors ils ont reçu toutes sortes de réponses, témoignant que les unions commencent à prendre un vif intérêt à l'activité politique. Ces réponses venaient des unions affiliées à la Fédération Américaine du Travail, des unions de chemins de fer, de la Fraternité Canadienne des Employés de chemin de fer, du Service civil, etc. Il y avait des réponses de toutes les provinces du Canada, à l'exception de l'île du Prince-Édouard.

La lettre suivante est bien typique: "Le résumé des activités des députés ouvriers à la Chambre des Communes du Canada fut lu à la dernière réunion de notre société. On l'a reçu avec un grand intérêt. On m'a prié de vous en remercier, ce que je fais bien volontiers. Les unions suivent de plus en plus les activités des députés ouvriers dans toutes les assemblées législatives du Dominion, et parmi eux les trois députés à Ottawa. Vous cherchez toujours à mettre de l'avant le cas des infortunés que vous voulez soulager. Toutes nos félicitations, à vous et à vos collègues."

Beaucoup de réponses n'expriment qu'un vague espoir que la cause des ouvriers puisse triompher. Cependant, il y en a qui parlent de la nécessité de l'action politique sans délai. En voici quelques-unes:

"Le besoin d'une forte représentation ouvrière dans la Chambre devient de plus en plus évident. On va y arriver seulement quand les ouvriers se rendront compte que la seule méthode d'obtenir ce qu'ils demandent, c'est l'action politique. Leur travail devrait leur garantir un salaire suffisant et assuré, une juste part des agréments de la vie, et des heures raisonnables de loisir — choses considérées jusqu'à présent comme étant le droit seulement des capitalistes."

"Je me demande quelquefois quand les masses se rendront compte de leur position et mettront la cause des ouvriers où elle devrait être — au pouvoir..."

"Nous sommes d'accord avec vous en réclamant plus de députés ouvriers au Parlement, et nous voulons vous aider à les y mettre..."

"On devrait se rendre compte dans tout coin du Canada que les activités industrielles et politiques du mouvement ouvrier sont inséparables..."

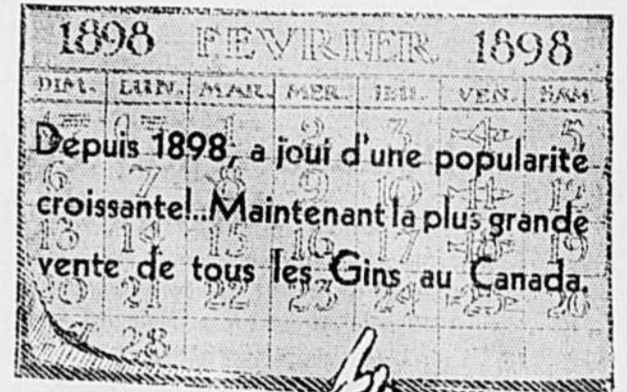
Quelques lettres font mention de l'attitude des députés ouvriers en face des mesures du gouvernement. En voici quelques-unes:

"Nous sommes d'accord avec vous sur la question des estimés militaires. Quelques organisations dans la ville de Toronto ont déjà protesté contre ces dépenses. Les députés de Toronto n'ont pas le droit de prétendre que Toronto appuie solidement le mouvement des cadets..."

"Nous faisons opposition au budget Bennett. Une hausse dans le tarif ne peut pas guérir les maux économiques d'aujourd'hui..."

Une lettre prend une attitude pessimiste en disant: "Si, aux prochaines élections, nous avons un candidat qui ressemble un peu à un ouvrier et qui a même quelques principes ouvriers, nos membres voteront sans doute pour lui, mais en général, notre organisation va se consacrer à des affaires plus sérieuses..."

Un dernier exemple montrera encore une difficulté dans le chemin de l'organisation: on a renvoyé une lettre avec l'inscription suivante, en français: "Veuillez s'il vous plaît écrire en français. Nous ne comprenons pas l'anglais." Les ouvriers anglais devraient bien apprendre le français afin de franchir une des plus hautes barrières qui obstruent la route au succès de l'organisation commune. Cependant, on peut espérer avec raison que les unions du Canada seront bientôt prêtes à prendre avantage de l'action politique.



Depuis 1898, a joué d'une popularité croissante. Maintenant la plus grande vente de tous les Gins au Canada.



Le Gin Canadien "GENEVA" authentique. Fameux depuis plus de 30 ans.



DANS la plupart des cas, la préférence accordée aux produits canadiens est méritée. Les produits canadiens sont très souvent au premier rang. Le Gin Canadien Melchers Croix d'Or, par exemple, est d'emblée, depuis plus de trente ans, par son goût et sa pureté, à la tête de tous les produits du genre dans le monde entier.

Le Gin Canadien Melchers Croix d'Or est fait par des ouvriers canadiens dans des distilleries qu'exploite seul le capital canadien.

10 onces \$1.10 26 onces \$2.55 40 onces \$3.65

Gin Canadien Melchers Croix d'Or

MELCHERS DISTILLERIES LIMITED

OTTAWA, CANADA

OTTAWA, CANADA

Secours de chômage en Angleterre

Au dernier congrès de la Confédération des Syndicats britanniques on vota une résolution indiquant l'insuffisance de mesures envisagées par le gouvernement pour combattre efficacement la crise économique. Tout en prenant en considération la circonstance que le gouvernement travailliste est un gouvernement de minorité et qu'il lui est donc malaisé de prendre des mesures de caractère purement socialiste, on met cependant en relief que c'est uniquement grâce à l'assurance-chômage que l'on doit que la terrible situation actuelle ne dégénère pas en aventures révolutionnaires. On indique parmi les moyens capables de remédier à la crise l'exécution sur une plus vaste échelle de travaux publics, l'octroi de crédits à l'exportation pour le commerce avec la Russie, l'organisation méthodique et l'assistance aux chômeurs, la réorganisation systématique de l'économie, etc.

Du point de vue du perfectionnement sinon la réorganisation complète de l'assistance aux chômeurs est demeuré au centre des préoccupations constantes du Congrès des unions ouvrières. Le Conseil général du Congrès des unions ouvrières vient de saisir la commission instituée par le gouvernement pour l'étude du chômage, de propositions tendant à une réorganisation complète de l'assistance, au sens que toutes les charges incombent à l'Etat qui les répartirait sur tous les revenus.

La délégation qui communiqua les propositions motivait cette mesure dans les termes suivants:

"Les travailleurs ne sont pas les auteurs du régime économique, mais en sont les victimes. Tant que la société n'aura pas aménagé les moyens dont elle dispose de manière à assurer du travail à tous les individus faisant partie de la communauté active, les chômeurs ont droit à l'assistance en tant que réserve de main-d'œuvre industrielle. En fonction du système actuel, basé sur une cotisation fixe et invariable à l'assurance-chômage, on impose à la main-d'œuvre, dans les périodes où elle est occupée, une sorte de taxe de prévoyance pour les périodes de chômage. L'ouvrier doit payer sept pence par semaine indistinctement du taux de son salaire. La cotisation est la même pour l'ouvrier qui ne travaille qu'une journée par semaine et ne gagne que quelques shillings et l'ouvrier qui est occupé la semaine entière pour un salaire convenable. C'est là une injustice flagrante. Le Trade Union Congress réclame donc avec détermination qu'on abolisse la cotisation patronale et ouvrière. Les patrons aussi peuvent se trouver placés dans la désagréable situation de devoir continuer à verser la cotisation même quand ils ne réalisent plus de profits".

Pour les différents motifs qu'il évoque dans son mémoire et considérant que le principe actuel de la cotisation est nettement contestable, le Conseil général du Trade Union Congress demande une réorganisation fondamentale du système. Il préconise que l'ensemble des charges soit mis à charge du Trésor. Pour pourvoir aux ressources financières il propose la levée, dans les circonstances présentes d'un impôt spécial du chômage, frappant tous les revenus indistinctement qu'il s'agisse de salaires, de traitements, de dividendes, de profits ou de toute autre forme de revenus. Cette cotisation

proportionnelle pourra varier, quant à l'impôt, selon les exigences par rapport aux charges résultant de l'extension du chômage, et, contrairement au régime actuel, on introduirait une échelle de cotisation. Le Conseil général propose que l'impôt s'élève, en tout cas, à 1 pour cent sur les revenus n'atteignant pas £250 par an et qu'il pourra dépasser ce taux. Il appartiendrait au Trésor de fixer le taux conformément aux besoins. L'impôt pourrait être directement déduit des salaires et traitements, ce qui permettrait d'atteindre nombre de personnes qui échappent à présent à l'impôt sur les revenus. Dans l'application de ce système tous les membres de la collectivité participeraient à un effort national destiné à surmonter la crise. Les charges seraient équitablement réparties sur tous les revenus.

Afin de pouvoir bien organiser le système entier de la prévoyance-chômage, et de lui donner un caractère efficace, la commission précitée a notamment proposé la création d'un Office permanent qui se composerait d'un président impartial, de trois représentants du Conseil général du Trade Union Congress, de trois représentants des organisations patronales, d'un représentant du Ministère du Travail et d'un représentant du Trésor, à côté de cet Office national on créerait des offices locaux au sein desquels seraient représentés les travailleurs, les employeurs et le Ministère du Travail.

On estime que le taux actuel des allocations de chômage est trop peu élevé. On réclame l'octroi d'une allocation hebdomadaire de 20 shillings pour les travailleurs âgés de plus de 18 ans, et d'une indemnité de complément de 10 shillings pour l'épouse et de 5 shillings pour chaque enfant. Les adolescents de 16 à 18 ans, devraient recevoir une indemnité de 15 shillings. Les adolescents sortant de l'école recevraient jusqu'à l'âge de 16 ans une indemnité de 10 shillings. Si au sortir de l'école les adolescents ne reçoivent pas immédiatement l'allocation de chômage, à tout le moins conviendrait-il de se préoccuper du perfectionnement de leur formation. Toutefois ils devraient avoir un droit imprescriptible aux allocations s'ils n'ont pas trouvé de l'occupation six mois après avoir quitté l'école.—F. S. I.

PLUS QU'UNE PETITE GUERRE

Rien qu'en un mois et dans une seule province canadienne, l'automobile a fait plus de victimes que dix révolutions sud-américaines ordinaires en un an. C'est ce qui ressort des statistiques officielles compilées, pour le mois de mai dernier par le bureau des patentes d'automobiles, en Ontario. Il y a eu en ce mois 1,181 accidents de voiture, 839 personnes ont été blessées plus ou moins sérieusement, et 47 des accidentés sont morts sur le coup ou quelques jours plus tard. Près de la moitié de ces accidents, soit exactement 42,50 pour cent, ont eu lieu le samedi ou le dimanche, entre quatre et sept heures de l'après-midi. Dans vingt-cinq de ces accidents, le chauffeur au volant était sous l'influence de l'alcool. Quarante-sept morts et un mois, c'est presque le total des soldats tués au cours d'une guerre entre des républiques de l'Amérique centrale; et près de 840 blessés, cela équivaut à la population de toute une paroisse rurale québécoise moyenne.—Le Devoir

Le Coin des Unions locales

ELECTION CHEZ LES CHARPENTIERS ET MENUISIERS

Le Conseil de district de Montréal, des charpentiers et menuisiers s'est donné de nouveaux officiers à sa séance générale avec le résultat suivant: président, J. A. Chamberland; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; gardien, L. G. Bélar; Le comité exécutif se compose comme suit: MM. J. Fraser, R. Didier, F. Doucet, W. Corbeil. Le comité des constitutions et des lois se compose de MM. P. Blanchandin, E. Marchand, E. Toussaint, A. Lanthier, F. Doucet. Les syndics sont MM. E. Toussaint, E. Blanchandin et W. Corbeil. Le comité de la fête du travail se compose de MM. R. Didier, E. Toussaint, J. Fraser, W. Corbeil et J. N. Côté. Le comité d'organisation se compose de MM. R. Didier, J. Fraser, E. Marchand et W. Corbeil.

Le conseil de district a passé une résolution contre le nombre d'heures de travail des ouvriers aux travaux de la Commission des Ecoles Catholiques. On a prétendu que les ouvriers travaillaient 10, 11 et 12 heures par jour, ce qui est tout à fait déraisonnable en ce temps de crise, car on soutient que c'est justement le moyen de priver les chômeurs de travail.

Les rapports qui ont été soumis aux membres du conseil ont démontré que le chômage se fait sentir assez lourdement chez les charpentiers-menuisiers, pourtant c'est l'époque où en temps normal, le travail est le plus abondant. Ce n'est pas sans de sérieuses craintes que les ouvriers du bâtiment voient venir l'hiver.

ELECTIONS CHEZ LES FERBLANTIERS-COUVREURS

Mercredi soir dernier, a eu lieu l'élection et l'installation des officiers du local 251 des ferblantiers employés par les compagnies de chemins de fer pour l'année 1931-32. Voici les noms des officiers élus: MM. E. Thibault, président; A. Payne, 1er vice-président; A. Huot, 2e vice-président; J. A. Boivin, secrétaire archiviste et correspondant; G. Bolduc, secrétaire financier; T. Pavreau, trésorier; E. Major, conducteur et A. Drouin, gardien; S. Roy, président du comité des griefs. Tous ces officiers ont été élus par acclamation.

Les délégués au Conseil des métiers et du travail seront: MM. S. Pate-naude, J. Jacques, C. Lavallée; syndics A. Lapointe, H. Desmarais et A. Couillard; délégués au conseil de district, J. Boivin, G. Bolduc, S. Roy, E. Thibault et T. Pavreau.

A cette même assemblée, le local a passé un vote de condoléances à l'égard de la famille de M. E. Lefrançois, membre de cette union décédé récemment. Les officiers ont remis un chèque de \$500 à son épouse en bénéfices mortuaires.

UNE FETE BIEN REUSSIE

La galette n'a cessé de régner dimanche dernier, au cours de l'excursion annuelle de l'union typographique Jacques-Cartier, local 145, qui eut sous les plus brillantes auspices. Les 500 personnes qui y prirent part furent des plus enchantées de leur journée et s'amuseront ferme grâce à l'initiative et au dévouement des organisateurs de cette fête, sans oublier le service d'ordre parfait donné par le capitaine Desrosiers, du navire Terribonne sur lequel s'étaient embarqués les joyeux excursionnistes. Bref ce fut un succès sans précédent et les organisateurs doivent en être fiers.

Le départ eut lieu du quai Victoria, vers 9 heures et l'arrivée à Sorel, vers 1 heure. Favorisés par une température idéale. Tous s'en sont donnés à cœur joie tout le long de l'aller. Les officiers du local et les membres du comité d'organisation se multiplièrent pour donner satisfaction à chacun des passagers. Il y eut chant, musique. Les chansons canadiennes furent chantées avec entrain par les excursionnistes.

Après le dîner servi à l'hôtel Québec tous se rendirent au terrain de baseball. Ils se promettaient d'assister à une toute très contestée entre les membres du club Typo et ceux du club Sorel, mais la pluie vint tout gâcher et les joueurs durent abandonner la partie.

Le programme des courses fut aussi être abandonné et ce bien à regret, car il y avait de beaux et de nombreux prix.

Le Sorel a gagné la coupe mise en jeu pour cette partie de baseball.

Les citoyens de Sorel ont très bien reçu les excursionnistes et leur firent un chaleureux accueil au débarcadère.

Vers cinq heures, tous les excursionnistes étaient rendus sur le bateau pour le retour qui s'effectua vers minuit.

Au retour, MM. Omer Daigneault, président du comité d'organisation, Adhemar Tremblay, Léonard Saint-Pierre et plusieurs autres intéressèrent vivement l'assistance par les déclamations et leurs chants.

En revenant de l'excursion, M. Omer Daigneault a fait le tirage des prix de présence, Mlle Eva Desrochers de Granby, fut l'heureuse gagnante d'un magnifique service à thé. Les autres gagnants des prix spéciaux sont: Mlle J. Pilon, de Pointe-Claire et M. Alcide Brodeur.

Le comité de l'excursion se composait comme suit: président Omer Daigneault; secrétaire, Jos. St-Hilaire; trésorier, Henri Richard et Mlle A. Tremblay, L. T. Douthe, H. Godin, J. W. Forget, A. Raymond et Alp. Gaudmond.

DANS LA CHAUSSURE

Plus de trois cents ouvriers de l'union internationale des cordonniers de Montréal assistaient, ces jours derniers à une grande assemblée de propagande organisée par les officiers de cette union, au No 1331 rue Ste-Catherine est. M. Réal Lapointe, président du local 234 des tailleurs de cuir, présidait la réunion qui fut des plus réussies.

Plusieurs orateurs distingués adressèrent la parole et parlèrent des bienfaits de l'organisation. Parmi ces derniers, mentionnons: MM. Lionel Thibault, organisateur de l'union des travailleurs en chaussure; Adh. Tremblay, président de l'union typographique 145; N. Poirier, Charles McKencher et Réal Lapointe. Parmi l'assistance, on remarquait également plusieurs cordonniers qui ne faisaient pas partie de l'union. Vingt-cinq d'entre eux donnèrent leur nom pour devenir membre. Bref, ce fut un grand succès.

DANS LA CHAUSSURE

Plus de trois cents ouvriers de l'union internationale des cordonniers de Montréal assistaient, ces jours derniers à une grande assemblée de propagande organisée par les officiers de cette union, au No 1331 rue Ste-Catherine est. M. Réal Lapointe, président du local 234 des tailleurs de cuir, présidait la réunion qui fut des plus réussies.

Plusieurs orateurs distingués adressèrent la parole et parlèrent des bienfaits de l'organisation. Parmi ces derniers, mentionnons: MM. Lionel Thibault, organisateur de l'union des travailleurs en chaussure; Adh. Tremblay, président de l'union typographique 145; N. Poirier, Charles McKencher et Réal Lapointe. Parmi l'assistance, on remarquait également plusieurs cordonniers qui ne faisaient pas partie de l'union. Vingt-cinq d'entre eux donnèrent leur nom pour devenir membre. Bref, ce fut un grand succès.

NOUVEAUX OFFICIERS

Les membres du local 1127 de l'union internationale des charpentiers et menuisiers ont fait le choix de leurs officiers, à leur dernière assemblée régulière, avec le résultat suivant: Président, A. Hamel; vice-président, N. Poirier; secrétaire archiviste, L. Gauthier; secrétaire financier, E. Toussaint; trésorier, L. G. Bélar.

Avec leurs officiers, les membres de ce local vont pouvoir aller de l'avant et faire progresser leur local et lui permettre de donner toute la mesure de protection que les membres en attendent.

UNION DES TRAMWAYS

L'union des employés de tramways, au cours d'une assemblée tenue récemment sous la présidence de M. Gérard Gagnon, a adopté des votes de condoléances à l'égard des familles de MM. G. Pazzi et Albert Comte, membres de l'union, décédés récemment.

Plusieurs questions importantes ont été discutées par les membres qui assistaient en grand nombre à cette assemblée. MM. Gérard Gagnon, Jean Renaud, Albert Brodeur et R. Forcier ont été nommés délégués de l'union, et ils assisteront au congrès international qui aura lieu à Boston, le 24 août prochain.

LE CLUB TYPO EN EXCURSION

Le club Typo organise pour mercredi soir, le 29 juillet, une excursion au clair de lune, la quelle se fera sur la vapeur "Terribonne". Ce voyage se fera sous la présidence d'honneur de M. Adhemar Tremblay, président de l'union typographique Jacques-Cartier No 145, et la présidence active de M. Florian Dalair, nouvellement réélu à la présidence du club. Les membres du club comptent sur l'encouragement et la générosité comme aussi sur la coopération de leurs frères aînés pour assurer le succès de ce voyage. Les membres des unions des métiers de l'imprimerie ne manqueraient pas sans doute de profiter de cette occasion pour manifester leur sympathie aux membres du club Typo et leur aider à faire un succès de cette fête.

UNION DES TRAMWAYS

L'union des employés de tramways, au cours d'une assemblée tenue récemment sous la présidence de M. Gérard Gagnon, a adopté des votes de condoléances à l'égard des familles de MM. G. Pazzi et Albert Comte, membres de l'union, décédés récemment.

Plusieurs questions importantes ont été discutées par les membres qui assistaient en grand nombre à cette assemblée. MM. Gérard Gagnon, Jean Renaud, Albert Brodeur et R. Forcier ont été nommés délégués de l'union, et ils assisteront au congrès international qui aura lieu à Boston, le 24 août prochain.

100 D'AMENDE POUR FAUSSE ETIQUETTE

Il n'est pas facile de se servir d'une fausse étiquette dans la grande ville de New-York et de s'en sauver pendant longtemps.

Samuel Wieser, un imprimeur, a été jugé en cour des Sessions spéciales et condamné à \$100,00 d'amende.

Pendant une période de six mois, le secrétaire William Robinson, du Conseil des Métiers Alliés a fait une rude campagne contre l'usage de fausses étiquettes. C'est la seconde cause de la sorte à Brooklyn. Le secrétaire Robinson mène une campagne dans les autres faubourgs de la ville contre ceux qui se servent de fausses étiquettes et représentent faussement leur atelier comme une imprimerie d'union.

DANS NOS UNIONS

SEMAINE DU 20 JUILLET

LUNDI SOIR
Charpentiers et Menuisiers, local 1127, au No 781 rue Bellechasse
Charpentiers-Menusiers, local 134, au Monument National, Chambre 11.
Charpentiers-menuisiers, local 1360, au No 1020 rue Notre-Dame-Ouest.
Electriciens, local 565, au Temple du Travail, 1201 St-Dominique.
Peintres-Décorateurs, local 349, au 1331 rue Sainte-Catherine Est.
Clicheurs, local 33, chambre 15, Monument National.

MARDI SOIR
Briquetiers, local No 4, au Temple du Travail, 1201 St-Dominique.
Carpentiers, local 53, au No 408 Saint-Jacques Ouest.
Peintres, local 350, au 1331 rue Sainte-Catherine Est.
Modéleurs, Monument National, Blvd. Saint-Laurent.
Ferblantiers-Couvreurs, local 116, au Temple du Travail, 1201 St-Dominique.
Ligue de l'Étiquette, au No 1435, rue rue Amherst.

MERCREDI SOIR
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage, local 114, Temple du Travail.
Cordonniers, local 206, au 1331 rue Sainte-Catherine Est.
Laitiers, local 315, chambre 10, Monument National.
Ferblantiers, local 251, au No 2010 rue Cartier.
Conseil de District des Charpentiers et menuisiers, chambre 10, Monument National.

JEUDI SOIR
Conseil Conjoints des Cordonniers, local No 17, au No 1231 rue Ste-Catherine Est.
Charpentiers-Menusiers, local 1244, au No 1244 Ste-Catherine Ouest.
Conseil des Métiers en Construction, au Temple du Travail.
Comité exécutif du Conseil des Métiers et du Travail, 7 Craig Est.

VENREDI SOIR
Cordonniers, local 249, au No 1331 rue Sainte-Catherine Est.
Chaudronniers, local 134, au No 7 rue Craig Est.
Charpentiers-Menusiers, local 1558, au 1621 Letourneauux.
Comité d'Organisation du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, au No 7 rue Craig Est.
Plâtriers et Plâtriers en ciment, local 33, au Temple du Travail.
Travailleurs en vêtements pour dames, local 112, 335 Ste-Catherine Ouest.
Constructeurs d'élevateurs, local 89, au Temple du Travail.
Briquetiers, local No 1, au Temple du Travail, 1201 rue Saint-Dominique.
Garçons de tables et cuisiniers, local 169, 1231 rue Ste-Catherine O., à 3hrs p.m.
Rembourseurs, local 78, chambre 15, au No 7 Craig Est.
Local 52 Dames Auxiliaires de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers, Chambre 14, Monument National.

DEMANDEZ ASK FOR
LA BIÈRE POPULAIRE THE POPULAR BEER

MOLSON

Brassée à Montréal depuis 145 ANS Brewed in Montreal since 145 YEARS

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Monument National, St. Lawrence Blvd. President, J. T. Foster, 417 Stuart Avenue. Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig St. East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English language). The following organizations comprise Council: — Typographical Union, No. 170; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo-Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 29; Newspaper Printing Pressmen's Union, No. 39; Amalgamated Lithographers of America, Local 27. President, Jos. Pelletier; vice-president, W. Trudeau; Recorder, A. F. Riard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 2, 408 St. James West. Executive: Nap. Ouellet, John A. Bollier, John Moore; Auditors: Walter Forrest, R. Charbonneau and L. Lecavallier. Telephone: MARquette 7329.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145 — Assemblée le 1er samedi de chaque mois, à la Pastorale du National, 810 rue Cartier près St-André. Président Adhemar Tremblay, 978 rue St-Timothée; secrétaire archiviste, Arthur Langevin; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3449, rue Bordeau.

UNION DES RELIEURS, Local 161-AS — Assemblée tous les 1er et 3e samedis de chaque mois, à la salle de l'Union, 7 Craig Est, à 8 hrs p.m. Président, J. Desrosiers; secrétaire et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7 Craig Est. Tel. LANcastre 2726.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 170 — Meets every first Saturday at No. 408 St. James Street, John T. Foster, President; Secretary, Arthur Langevin; Treasurer, James Philip, Room 2, 408 St. James Street. Business hours: 9 a.m. to 5:30 p.m., Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Tel. MARquette 7489.

CHARPENTIERS-MENUISIERS — Union locale No 1528, Maisonnette — Assemblée tous les vendredis à 8 hrs du soir au No 1051 Letourneauux (Temple des Buffalos). Président, J. E. Boisjoly; vice-président, L. Corbeil; secrétaire archiviste, Charles Thibault, 2311 Orleans; secrétaire financier, A. Robert, 1806 Letourneauux; secrétaire-trésorier, J. W. Corbeil, 501 Lacombe; conducteur, W. Bélanger; gardien, A. Bonville.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS — Local 315 of Montreal, meetings every 2nd and 4th Wednesdays at 182 St. Lawrence Blvd (Monument National) room 11, Frank Moran, Financial secretary, 5460 Berr St., TEL: HAR 4407.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL — Assemblée tous les 2e et 4e dimanches de chaque mois, à 8 hrs, du soir, à la salle des cordonniers, 1331 Ste-Catherine Est. Président, Jos. Leclerc, 4028 St-Hubert; secrétaire correspondant, A. Métivier, 5401 rue Marquette.

LA PLUS GRANDE VILLE AU MONDE
Londres est encore la plus grande ville du monde dépassant comme elle le fait New-York de plus d'un million d'habitants. Le Londres métropolitain qui correspond au Greater New York, compte 8,202,818 habitants, d'après un sommaire préliminaire du recensement effectué le 26 avril dernier. La population du Greater New York au dernier recensement des Etats-Unis était de 6,981,917 soit 1,220,910 de moins que celle de Londres.

Persuadons-nous bien que toute réforme collective doit être d'abord une réforme individuelle. — Elisabeth LESEUR.

La libéralité multiplie les avantages des richesses. — VAUVENARGUES.

Un troupeau désorienté suit ceux qui se mettent en avant; ce sont les plus déraisonnables, mais ce sont les plus affirmatifs. — TAINE.

Il y a des reproches qui louent et des louanges qui médisent. — LA ROCHE-FOUCAULD.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant général
FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 a.m. à 4 p.m.
Tel. Dépt. des Femmes: HA. 6211 Local 228
Tel. Dépt. des Hommes: HA. 6211 Local 226

Entrée des hommes: 90 St-Jacques Est.
Entrée des femmes: 95 Notre-Dame Est.

Nous plaçons gratuitement, les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

Your Printing?

When ordering your printing—call the following number

LAnCaster 5361

Our product is second to none—Workmanship, Promptness and Satisfaction is our Guarantee, and above all it is a Union Shop on the 44 hour basis.

Mercantile Printing

11 St. Paul Street West — MONTREAL

Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises

Always demand the Union Label-- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons et insignes de travail qui désignent l'affiliation aux unions internationales affiliées à la Fédération Américaine du Labor.

Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used to designate membership in the affiliated National and International Unions with the American Federation of Labor.

Government and Industry

An Advisory Council Would Be Able to Render the Government Excellent Service. The Welfare of the Worker the Supreme Concern of Government and Industrial Leaders.

By BERNARD ROSE

Farsighted industrial leaders concerned not only with the success of the business they direct, but the welfare of the workers they employ, and the future as well as the social peace of the nation, have emphasized the advisability and advantage of bringing about changes in production and distribution, whereby the workers will be given a measure of responsibility, that will enable them to appreciate the condition affecting the successful carrying on of a huge enterprise.

Skilled workers in practically every large industrial country are organized into unions. They have succeeded in very materially improving conditions. They show a self-reliance, that demonstrates how much they appreciate their economic position and their rights as citizens. Since industry is to bulk larger than ever, in all that relates to human welfare, and will progressively absorb a larger number of men and women due partly to the mechanization of agriculture, the industrial class will therefore constitute the largest part of the population. The welfare of the majority must be the concern of the Government of the day, and all those who aspire to make the laws and administer the affairs of their country.

The enlightened politician and statesman have, within recent years, taken a far deeper interest in social and economic questions than their predecessors of fifty or a hundred years ago. They realize that the workers, because of their number and influence, are decidedly the most important class in the nation, and their well being a matter of supreme importance to the State.

While, in the past, governments hesitated and very slowly and diffidently intervened in the relations of employer and employee, believing that the principle of individualism should not be unduly abridged, the newer methods of production and intense mechanization has necessitated a change of view, as to the right of governments to interfere and intervene in the relations and differences arising between employer and employee. This becomes all the more evident, when, because of unemployment, very strong appeals are made to the Government to make grants out of the public funds to assist those who are in acute distress.

Governments under present conditions, particularly in democratic countries, must rely upon the co-operation and seek the counsel of the outstanding industrial, commercial, and financial executives in the country, in making provision for the continuous functioning of industry, and the permanent employment of citizens engaged in production, as well as laying down rules relative to the right of all engaged in production, to equitably share in the total product.

Recent dispatches show that even the Russian dictator admits that payment must be by results, rather than uniform. Differences of intellect and skill entitle the more intellectual and skilled workers to better compensation.

Acknowledgment of the necessity for this industrial and economic differentiation shows that, even in a country which calls itself communistic, and where the profit element is entirely eliminated, in order to secure the best from the workers, some incentive must be offered in the way of compensation.

Though one may not have agreed with the views held by the late Lord Melchett, judging by the result of the policies he introduced, industrial peace was maintained in the establishments which he controlled. His experience had taught him that the workers must feel that they have an interest in the industry upon which they depend for a livelihood.

In the June 27th. issue of "John Bull," the present Lord Melchett states: "My aim is to pay the highest possible wages for the best possible results. An employer should feel a sense of pride in employing highly-paid labor. Labor should be personally interested in the success of industry, where wages, as a rule, are the greatest single economic factor."

Lord Melchett favors: "A new sort of Government machine, with an Industrial Parliament to guide the executive politicians." The utility and necessity for governments getting the advice of those in a position to furnish it, was set forth by Sir Herbert Holt, when he addressed the sixty-first annual meeting of the Royal Bank of Canada.

Sir Herbert Holt believed and did not hesitate to frankly state, when addressing those present at this meeting, that: "It would be to the advantage of the country to establish a non-partisan advisory council composed of men of outstanding ability, representative of industry, agriculture and labor. This council would bring about a close rapprochement between government, industry, agriculture and labor that would assist the formulation and execution of effective measures for the maintenance of that equilibrium which would ensure stable prosperity."

In previous editorials I expressed my regret that no effort had yet been made to take steps to bring into existence a council of the kind suggested by Sir Herbert Holt. Speaking as he did with a knowledge of conditions industrial, financial and commercial, Sir Herbert in suggesting the formation of this council, appreciates the great advantages the Government would derive from being able to consult a body so constituted, because of its representative character, and the wide knowledge its several members would possess, speaking as they could with confidence and authority, on behalf of the interests they represent.

Governments today must shoulder very serious responsibilities, and since they are looked to by the citizen as the agency to which an appeal must be made in times of emergency; and since they are interested in the stable prosperity of the country, they must avail themselves of any and all means to obtain advice and information enabling them to take such legislative and administrative action, as may be necessary to conserve the best interests of the citizen.

I think that in view of the establishing of a Tariff Board, that will be able to enquire into costs of material and labor, that the council suggested by Sir Herbert Holt would be an excellent aid to the Government. Through its members, contact could be established with practically every industry and activity throughout the Dominion, and steps taken during prosperous times to make provision against a recurrence of industrial depression and making permanent that "prosperity," which it is the aim of all wise governments and statesmen, as well as industrial leaders, to secure.

WHAT NEXT?

A new X-ray tube that promises to produce X-rays more penetrating than any radiation yet made by man was described in a paper read before the American Association of Science, meeting recently at Pasadena, Cal. The new tube is the invention of Dr. told.

F. Lange and Dr. A. Brusch of the University of Berlin. It is only three feet long, but operates at 2,000,000 volts and produces hard gamma rays equal to 100,000 grams of radium, more than all in use throughout the world today. Tubes may be constructed up to 7,000,000 volts, the scientists were told.

The Week at Ottawa

By GRACE WOODSWORTH

The special September session was called to deal with two questions—tariff and unemployment. Mr. Bennett has not yet announced his promised proposals regarding unemployment. He has said that he will leave this statement till the business of the House has been finished. Possibly this is being done in order to avoid further discussion in the House of the unemployment situation.

Meanwhile, the tariff continues to occupy the centre of the stage. The prolonged debate on the creation of a tariff board is over—and the board will be duly established. Discussion on the tariff schedules continues monotonously. One evening was devoted to the question of corn versus barley as a food for home, ducks, turkeys, cattle and hogs. Even fish figured in the debate!

With his usual dry humor, Mr. Neill showed that it was not so much a question of the welfare of the hens as of the Canadian manufacturers. He said: "We have heard again and again, almost to the extent of being tired of it, that the policy of the government is to give Canadians an opportunity of competing with their competitors on even terms. I presume that the proposition of Euclid holds good in this case, that the greater includes the less, and that the term Canadians would also extend to Canadian hens. What we are asking is that Canadian hens shall have an equal opportunity to compete with those hens that get their corn at a much lower price."

In this matter, as in all others, the lawyers are authorities. It is a rather curious fact that the hens of Conservative members obstinately prefer barley to corn, while hens with Liberal leanings simply must have corn. And this same curious fact applies also to ducks, turkeys, steers and hogs!

The other day there came a suggestion as to a remedy for curing the Canadian manufacturers of their eagerness for protection. Suppose the government should say to them: "We agree with your policy of Canada First, we shall impose just as high a tariff as you need to protect you completely from American competition. You may have the whole Canadian market. But every year we shall collect from your industry a tax equal to the value of the tariff which we place on foreign goods. In other words, you manufacturers shall have all the security you wish but the government of Canada shall pocket all your surplus gains, thus relieving the taxpayers of Canada and recompensing them in that way for the higher prices of Canadian goods." Such an ultimatum would cause the popularity of the present government with everyone—except the manufacturers.

The Beauharnois investigation will likely continue for a week yet, and it

will be a week after that before they can submit their report. The evidence of the last few days has been sensational. Why did the Beauharnois Power Corporation pay nearly \$1,000,000 to the Sterling Investment Corporation, a company capitalized at \$2,500 and which had no rights, claim or tangible assets in the St. Lawrence?

The story as revealed by Mr. H. D. Griffith, Secretary-Treasurer of the Beauharnois Power Corporation, is briefly as follows: In 1924 Senator Andrew Haydon and his law partner Mr. J. P. Ebbs incorporated the Sterling Investment Corporation, capitalized it at \$2,500 and filed application with the Dominion Government to divert water from the Saint-Lawrence. The government refused this application saying that water could not be diverted pending the report of the International Joint Board of Engineers on the St. Lawrence waterway scheme.

About 1929 the Beauharnois Power Corporation "bought out" the Sterling Investment Corporation, which, as Mr. Griffith admitted, possessed no tangible assets. For "an influence that had to be removed" they paid almost \$1,000,000. Then McGivern, Haydon and Ebbs, as solicitors for the Beauharnois promoters, applied for their incorporation. There is something mysterious about the whole transaction. Why use this enormous sum paid? Who got it? What did they do with it? And who is going to pay interest on this \$1,000,000 necessarily added to the investment and overhead of the Beauharnois Power Corporation?

Fresh light was thrown on the question of the Sterling Investment Corporation deal by the evidence of Mr. R. A. C. Henry, Vice President and General Manager of the Beauharnois Power Corporation and former Deputy Minister of the Department of Railways and Canals. It seems that the man behind the law firm of Haydon and Ebbs, when they formed the Sterling Investment Corporation, were none other than Mr. R. A. C. Henry and Senator McDougald. These two partners divided up the profits of almost \$1,000,000 when their company was bought out by the Beauharnois Power Corporation.

Yet, despite his financial interest in the Beauharnois, Mr. R. A. C. Henry was at the same time Deputy Minister, on the understanding that the Minister, Mr. Dunning, would not consult him on any matter affecting the Beauharnois Power Company. A year later Mr. R. A. C. Henry left his position as Deputy Minister to accept his present position with the Beauharnois Corporation—a position carrying with it a much larger salary. The question still arises: Where did this money ultimately go? Further revelations are being made almost daily, and one has the feeling that there are still more startling discoveries ahead.

Here is one problem which, as yet, remains unsolved: Mr. Frank P. Jones, former President of the Beauharnois Light, Heat and Power Company, admitted that when he sold his shares he had made a profit of over \$750,000. However, an examination of the books of the company indicates that he made a profit of \$1,570,000. Part of this may have been held by him for other parties. The committee intends to recall Mr. Jones and to question him further on this matter.

Miss Macphail brought up the question of Canada's delegation to the world disarmament conference to be held in Geneva in February 1932. She urged strongly that the delegation should not consist of military experts, but rather of statesmen who believe in the necessity of immediate disarmament by international agreement. But the treaty of Versailles and the Kellogg pact compel us to disarm, unless we are to regard our promise as a mere scrap of paper. The failure of the conference would mean not only a race in armaments, but complete loss of faith in the sanctity of international agreements.

Mr. Lapointe supported the position taken by Miss Macphail. He pointed out that Canada had been the first member of the British commonwealth of nations to accept arbitration. He felt that Canada should again take the lead on this question of general disarmament. Mr. Bennett assured the House that the delegation would not be unworthy of Canada's great traditions.

Mr. Woodsworth's Bill to amend the immigration Act was of course voted down. The amendment had two clauses. The first provided that any immigrant who has completed ten year's residence in Canada should not be liable for deportation for any reason whatever. Mr. Woodsworth feels that if ten years does not reveal defect sufficiently great to deport a person, he should then be considered as belonging here instead of in the old country with which his ties have mostly been broken.

The other clause provided that anyone who left Canada to work or to seek work elsewhere in North America, shall not, for this reason, be refused re-entry into Canada.

Last night three other bills were disposed of within a few moments. Mr. MacInnis' bill to amend the shipping act was withdrawn, although the act has not been changed since 1854. Mr. Spencer's bill to put in the penalty clauses in the bank act was voted down. This bill was an attempt to stop the banks from breaking the law of charging interest at 7 per cent and no more. The other was Mr. Woodsworth's amendment to the Criminal Code to secure freedom of assembly.

Sir Frederick Oscar Warren Loomis

One of Canada's Foremost Citizen Soldiers Who Is a Well Known, Capable and Popular Business Man.

By BERNARD ROSE

Quite a number of Montreal's outstanding business men, in their earlier years, became attached to one of the local militia regiments. Montreal boasts of several crack military organizations. Their efficiency has on more than one occasion been favourably commended not only by the ministerial head of the Department under which they come, but professional soldiers of long experience and distinction.

In the last war, the battalions of this city and province, covered themselves with glory. Thousands of graves in France and Flanders commemorate the sacrifice and heroism of Canada's splendid citizen soldiers. It is when we think of the sacrifices they made, that we are conscious of what we owe them, and the necessity for carrying on an active campaign to bring about disarmament and forever renounce war as a means of adjusting international disputes.

Several of those who volunteered for service with the Expeditionary Force when war was declared by the Mother Country, occupied positions of importance and responsibility. They did not shirk their duty but promptly rallied to the call.

Though the great majority of those who enlisted were not professional soldiers, they possessed a self-reliance and a courage, that made them equal and even superior, to the veteran professional soldier. They fought valiantly, and when their task was done, returned to Canada to resume their ordinary occupations or practice their professions.

Amongst the many modest, distinguished citizen soldiers who shed lustre upon their country and its citizens is Major-General Sir Frederick Oscar Warren Loomis. Sir Frederick is a manufacturer and contractor connected with the firm of D. G. Loomis & Sons of this city. He is a Canadian by birth and descent. At the time of his birth, on February 1870, his parents lived in Sherbrooke. Like the great majority of Eastern Townships lads, he was both modest and ambitious.

Sherbrooke is the principal centre of the Townships which have given so many eminent men to business, the professions, and public life. The citi-

zens of Sherbrooke are great believers in education. They strain every nerve no matter how humble in life their position may be, to give their offspring the best education that their means can afford.

Practically every government, provincial, and Federal, has had in its Cabinet, a representative from the Eastern Townships. They won their way because of their ability, loyalty, and keenness.

Sir Frederick is of medium stature, well built, with finely cut features, and quite serious in appearance. He speaks in that even and quiet tone, that we look for in men and women to whom the term "cultured," can be properly applied. In his regimentals he looks the typical soldier, erect, and born to command. He got his preliminary education at the Public Schools in his native city and then attended the university of Bishop's College, Lennoxville, which is a few miles distant from Sherbrooke. Having a liking for commerce, he began business as a manufacturer and contractor in the city in which he was born and brought up.

Like a good many active youngsters, he thought that he would be getting a splendid training and a lot of valuable information, by joining a militia regiment. He became attached to the 53rd Battalion as a Private. He was successfully promoted to the highest non-commissioned rank and in 1897 was appointed Provisional Lieutenant. The following year he got his commission and began his upward climb on the ladder of promotion.

When the business became such, that it was advisable to make his headquarters in Montreal, Mr. Loomis was then, transferred to the 5th Regiment of the Royal Highlanders of Canada. His democratic manner and interest in the men of the regiment, won him their warm esteem and there was no more popular officer than "Fred" Loomis.

In 1909 he was promoted to the rank of Major. Immediately upon the outbreak of war, in August 1914, he volunteered for service overseas. So pleased were the authorities with his readiness to serve and so proficient was he in his military duties, that he

was given command of the 13th Canadian Infantry Battalion, Royal Highlanders of Canada and promoted to the rank of Lieutenant-Colonel.

The 13th enlisted some of the finest military material in Canada. The build of its men was such, as to attract immediate attention. It is occasionally referred to as the "old 13th". It made a reputation for itself that is imperishable. Those who joined, knew, that with Colonel Loomis as the officer commanding, not only would they be ably led, but their welfare in every way looked after.

The battalion trained for overseas, landing in France in February 1915. The 13th of course was one of the regiments of Canada's first contingent. Colonel Loomis was in command of the battalion in all the fighting that took place during 1915. He felt, that not only was the reputation of the parent battalion one that was well worth maintaining, at the highest level of excellence, but that the 13th itself, must show an example that would be followed by sister battalions, and those that would subsequently be formed to take part in the great conflict, that was pending and which would last for several years.

In appreciation of his services, he was promoted to the rank of full Colonel in January 1916 and given command of the training brigade in England. It seems somewhat of a coincidence, that on March 13, 1916 he was promoted to the rank of Brigadier-General. He was recalled to France to take command of the 7th Brigade during the month of May 1916, and returned to England the following month to command the training brigade. On July 1st, he was again asked to take his position on the fighting front, and was in command of the 2nd Infantry Brigade. He was in command of this brigade during the fighting at Ypres Salient, Somme, Vimy Ridge, Arrieux, Hill 70 and Passchendaele during 1916-17. From July 1st, 1916, when he was given command of the 2nd Infantry Brigade to September 13, 1918, he was on fighting fronts and in the very thick of it. This brigade was made up of several splendid regiments and their fighting ability, was

Enemies of the Nation's Well Being

Architects and Contractors Specifying and Purchasing Foreign Made Goods and Equipment When the Same Can Be Purchased and Obtained in Canada, Disloyal To Their Fellow Citizens. Organized Labor and the Manufacturers' Association Should Take Prompt Action to Deal with the Situation.

By BERNARD ROSE

That Canadian architects or builders would so far forget their bounden duty to their fellow citizens, particularly during the present period of distress, to give orders for material and equipment to foreign firms when it can be purchased in this country, demonstrates that they are indeed very "small" Canadians.

It is evident that, notwithstanding the campaigns initiated and carried on to buy what is produced in Canada, in order to keep Canadian funds in the Dominion and stimulate both production and consumption of commodities, material, and equipment, that may be required in the carrying out of any undertaking or contract, there are still quite a number who do as they please, and that, notwithstanding in a good many instances the funds being furnished by organizations that depend in the first instance upon the good will and contributions of the Canadian public.

It is not only an outrage, but a reflection upon their patriotism, and justifies the indignation of those who are directing the attention of the public to this state of affairs, as well as the contempt of every decent Canadian for those who so far forget their Canadian citizenship, as to favor outside firms at the expense of those, within the Dominion that give employment to Canadian workers, who without such employment, must go on very short rations or starve.

The United States has an unemployment problem of its own and is not admitting those who are of non-American citizenship. The question, therefore, can be pertinently asked, why, in view of conditions in the United States and the Immigration Regulations being so stringently enforced, Canadian purchasers of material or equipment should give the preference to American firms. Giving the preference, in the matter of purchasing what is required, to Canadians, does not necessarily mean ill will towards our American neighbors. We are told that "charity begins at home." The same maxim should apply in connection with the purchase of any and all material and equipment required, particularly when the funds come from the Canadian people. Sending Canadian funds out of the country means a loss of business and work for the Canadian manufacturer, merchant, and employee. We will not be thought any more of by our neighbors to the South, if we give them a goodly share of the business which rightly belongs to Canadians. In view of conditions, Parliament would be justified in absolutely forbidding the purchase of goods, material, and equipment, required or necessary in the carrying out of any contract or enterprise, where the same equipment or material can be purchased in Canada. In fact an embargo should be placed upon the importation of goods by Canadian builders where the same can be obtained in Canada. Furthermore, architects and engineers, regardless of their own predilections for the products, machinery, and equipment, of other countries, should be induced, and if necessary, forced to specify, when preparing contracts or plans, that all material and equipment must be purchased in Canada if manufactured or sold in Canada, and that no contracts or arrangements must be entered into with the agent in Canada of any outside firm, even where the agent has a stock of goods on hand or equipment ready. We must encourage Canadian industry and in every way give the preference to the Canadian merchant.

With so many thousands of good Canadians out of work, it is as Mr. Norman Holland rightly says: "criminal negligence for architects and owners to spend good Canadian money in buying foreign material." Being in a position to speak with knowledge, the information which he gives is such as to arouse the intense indignation of all loyal Canadians. Organized Labor and the Manufacturers' Association should unite in calling a series of huge mass meetings at which appropriate resolutions should be adopted, the action of the parties criticized, denounced, and repudiated, and the Legislature and Parliament called upon to take whatever action is required, to force architects and contractors to specify and purchase Canadian made goods, in preference to those imported from other countries. It is only in rare instances, where a new industry is to begin, that we require outside experts or must permit the importation of machinery required in the industry and not manufactured in Canada, but where the material and machinery is manufactured in Canada, no valid reason can be urged for overlooking the Canadian manufacturer and giving the business or order to firms outside the Dominion.

regarded as unequal by any other group of battalions on the several fighting fronts. In September 1918, he was promoted to the rank of Major-General and given command of the 3rd Canadian Division. He was in command during the Cambrai and succeeding battles one of which, resulted in the capture of Mons. He shared the hardships of his men, and in spite of the tremendous burdens he bore and the strain he underwent, carried out his responsible duties in a manner, that won him the admiration of his superiors and the praise of his subordinates and the praise of his superiors. No one was more pleased when it was announced that he was promoted to the rank of Major-General, that the men in the division he commanded, and particularly those who joined up with him when he was in command of the 13th.

The British, French, and Belgium Governments showed their appreciation of his services by the decorations they gave him. In 1915 he was given the Distinguished Service Order. The Officer's Cross of the Legion of Honor was given him by France early in 1916. He was given the Auxiliary Forces' Division Decoration in 1917, and the same year was made a commander of the order of St. Michael and St. George. In June of the following year he was made a C.B. He was also given a Bar to the Distinguished Service Order. At the latter end of 1918, the King of Belgium made him a commander of the Order of Leopold and the honor of Knighthood was conferred upon him by His Majesty, in June 1919. He was mentioned in dispatches on several occasions. He took his honors with characteristic modesty. He disliked any reference being made to the distinctions and decorations conferred upon him, since he thought that a great deal of the credit was due those who were on his staff or under his command.

What gave him the most pleasure, was the very efficient way in which the Canadian Corps carried out its duties, and the many tributes paid its officers and men not only by the Commander of the British Expeditionary Force, but those of equal rank in the Allied Armies.

Being a thoroughly trained business man and an organizer, he knew the value of coordination, efficiency, and dispatch. He returned to Canada in May 1919 and resumed his business

duties. Since then, he has devoted his time to building up the firm with which he is connected. It is recognized as one of the most reliable contracting firms in the Dominion and its reputation for carrying out anything it undertakes, is as high as that of its distinguished chief, who earned the well deserved praise and appreciation of the superiors with whom he was associated during the War.

Sir Frederick Loomis has five sons. They make a splendid team. They are as devoted in the carrying out of the duties assigned to each of them, as the father they admire and love, and in fulfilling those which were his when he was overseas fighting for King and country. Sir Frederick and Lady Loomis are also blessed with two daughters, and needless to say, they believe that Dad is without a peer both as parent and soldier. Their good opinion is fully shared by the hosts of friends who are proud of his friendship.

Sir Frederick is quite a clubman and belongs to the St. James' Canada; Engineers'; Royal St. Lawrence Yacht Clubs. He is also a member of St. George's, Sherbrooke; and the Army and Navy Club of London, England. He is a striking example of the Canadian who in peace and war, goes about his business with one sole thought, and that is, making himself as efficient as his abilities permit, and contributing in the largest measure to the development of his country and its prosperity, as well as the welfare of his fellow citizens. Canadians can well be proud of being able to point to men like Sir Frederick Loomis as one, who shares with them the privilege of being a citizen of the Empire's greatest Dominion.

WISDOM

That there are men in all countries who get their living by war and by keeping up the quarrels of nations is as shocking as it is true; but when those who are concerned in the government of a country make it a study to sow discord and cultivate prejudices between nations it becomes the more unpardonable.—Thomas Paine.

Everything has been said; but, as nobody listens, we must always begin over again.—Andre Gide.

Always fresh — Always flavoury SALADA TEA In sealed metal packets — never sold in bulk 'Fresh from the gardens'

Against a Wage Reduction

The District Council of Carpenters and Joiners Register a Protest Before the Montreal Trades and Labor Council. — The New Compensation Law.

The meeting of the Montreal Trades and Labor Council was held last Thursday night at the Monument National Hall, under the chairmanship of second vice-president Adhemar Tremblay. Though first vice-president Ben Drolet was present he declined the chair on account of illness.

The hall was packed to full capacity. By the attendance no one could tell more as an election night, and one could immediately see that very important questions were to be brought before the meeting.

The Secretary gave lecture of the report of the Executive Committee which contained but one clause as follows:

"Your Committee has received a communication from the Labor World offering for sale copies of the new Labor Compensation Law printed in French and English. "Believing that it would be rendering assistance to the Labor Unions affiliated to this Council and particularly to the officers directing the movement, and whereas, they, in most cases are delegates to this Council, your Committee would recommend that the Secretary be instructed to give an order for 100 copies in French and 100 copies in English, at the rate of \$2.50 per 100, and have same distributed at the next meeting of the Council."

Delegate Alphonse Mathieu explained the action of the Executive Committee in recommending same, for it is up to the workers to be fully cognizant of this law if they want to enjoy the full benefits thereof. "We have been asking the Government to enact such a piece of legislation for many years, now that we have it, it is up to the workers to study same."

Delegate Jensen, though in accord with the report stated that the workers were the ones paying the taxes and the Government should recognize that fact in supplying them with copies of said law without compelling them to make the least disbursement to that effect.

Other delegates who spoke on the question approved of the attitude of the Executive.

The report of the Committee is adopted and the Secretary authorized to buy 100 copies in French and 100 copies in English.

The Secretary gave lecture of two communications from the Federal Government in answer to resolutions sent by this Council dealing: 1o, on the tax imposed on foreign magazines and newspapers, with promise that this question will seriously be studied and acted upon by Premier Bennett; and 2o, re representation on the Tariff Board, with the same promises.

A communication from the District Council of Carpenters asking the support of the Council in a protest to the Prime Minister, the Minister of Labor and the Minister of Railways and Canals against the Builders' Exchange which notified the carpenters that a reduction in wages from 10 to 20 cents would be made on new and old contracts.

Delegate Cuppello asked how can money circulate if the workman has none of it? He accused the Builders' Exchange of taking advantage of the depression to lower wages. "There are people," he observed, "who are always ready to stab you in the back."

"The time has come to take action," he added, "and I don't care what action you take; you will have to show your teeth."

Delegate Lynch passed in review the events for the past twelve months and declared that a reduction in wages at the present time would be an economic suicide.

Dick Lynch also referred to Norman's advice. The financial heads of the world, he declared, have advised against wage cuts. "The Builders' Exchange," he added, "has come here to rule the city so far as the building trades are concerned. They did not set the wage scale and they have no right to cut it." Some of the conditions in Montreal, Lynch continued, are a disgrace to civilization. People in Europe are told to come to Canada, that the streets are paved with gold and all they need do is to pick it up; yet when they get here there is not even bread for them. At the last elections the people were promised all sorts of things and at the special session \$20,000,000 was voted for unemployment relief. Who got that money? Certainly not the worker, who perhaps received a day's wages or two.

Delegate Corrigan said to be familiar with the question and that it is a crying shame that the Government tolerate contractors to reduce their workers' salaries. Strong protests must be made immediately to Ottawa. Every worker in Montreal should drop his tools. This work, he observed, was contracted for a long time ago and the contractors while not containing the fair wage clause, called for the payment of wages current in the district. Were the contractors now going to repay the difference in wages to the Government? He thought not; the money would line the contractors' pockets.

Delegate Lefevre said the carpenters had not accepted yet the wage cut. The Builders' Exchange contemplated for a long time such a drastic action for their committee of reduction of wages had assembled to discuss the question after Sir Flavelle, a Canadian financier, had made a declaration in the West that the only solution to the stabilization of business was a cut in wages.

The carpenters are of the opinion that a strong protest should be made immediately to the Ottawa authorities, the Minister of Labor and the Minister of Railways and Canals, for there is no justification in favor of a wage cut. These contracts old and new have been given with the agreement that wages to be paid were those current in the city of Montreal. The wages of the carpenters call for 85c. an hour and not 70c.

For those who are familiar with the working conditions of the carpenters, they know that these workers did not work 6 months in the course of last

year, and what about the current one? "They are pushing the worker into revolt," he observed.

The contractors and the Government, Delegate Morin declared, had appealed to the workers' patriotism after the war and since that time have been declaring that they are the workers' friends. "Protect me from my friends," he quoted, "I will look after my enemies myself."

The motto of Quebec, Delegate Morin reminded the delegates, is "Je me souviens," but he warned them that the contractors and Government that it is also the motto of Labor, that the workman will not forget the treatment he is receiving at the present time. He was no advocate of revolution, he added, but he believed the workman was entitled to more consideration than he is getting now. The depression was being seized upon to cut the workers' throats.

Delegates Perrault, Jensen and Massé are of the opinion that a cut in wages at this time of the present industrial crisis would mean more depression and the starvation of the workers, for after all the labor class is not responsible of the mismanagement of the industrial affairs.

This request of the carpenters was adopted by the unanimous vote of over 125 delegates.

As delegate of this Council to the Labor Party delegate Cuppello reports on the activities of said body at their last meeting.

Delegate Pelletier made a strong appeal to affiliated unions to answer the questionnaire sent by the Labor Day Committee so that final arrangements for this celebration be made.

The Council register also a protest against the reduction of the size of glasses used for serving beer in taverns.

The following delegates were admitted to seat: Carpenters and Joiners, Local 1127; E. Fréchet and A. Hamel; Sheet Metal Workers' Union; J. Jacques; C. Lavallée, S. Patenaude; Typographical Union, No. 145; Ant. Desy; Carpenters and Joiners, Local 1360; J. Chevalier and T. Dandurand; Carpenters, Local 1244; R. Lynch and H. Helbert; Carpenters, Local 1558; A. Labrosse and W. Pelletier; Painters, Local 349; J. Perrault, R. Robillard and J. W. Arcouette; Railway Carmen, 234; H. Gendreau.

The business of the meeting being concluded the Council adjourned to Thursday, August 6.

SURVEY OF NEGRO UNEMPLOYMENT

A survey made by the National Urban League of how Negroes are faring in the industrial depression shows several distinct trends: (1) There is a greater proportionate amount of unemployment among Negroes than among the whites; (2) There is a tendency in some localities to substitute white for colored workers, and occasionally, to give preference to white over colored workers on public works; (3) There is no discrimination against the Negroes in the matter of relief; (4) There are indications of a change in the occupational distribution of the two races, as the whites are taking over forms of work hitherto regarded as Negroes' work; (5) There is a growing restlessness among the Negroes, who are moving from place to place in search of jobs.

MULTI-MILLIONAIRE GETS 2,000% INTEREST

George F. Baker, the banker, who died last month was one of the richest men in the world and was said to be among the seven richest in the United States. It is related by Anna Rochester, writing for Federated Press, that as a child living with his grandparents before the Civil War, Baker received the inspiration for his money-making career from an uncle who sat around all day while the rest of the family worked. Told that his uncle could do this "because he lived on interest," the boy determined to make it his life work to live by finance.

Baker got on in the ground floor of the First National Bank through influential friends and became president in 1877 at the age of 37. From then until his death he was head of this wealth of banks, which accepts no deposits under \$100,000.

In 1901, about the time that Baker was helping J. P. Morgan to organize the United Steel Corporation, the bank through a stock dividend of 1900% increased its capital stock from \$500,000 to \$10,000,000. Every stockholder was presented with 19 new shares for each old share held.

Secretary of Labor Doak announced in a recent radio address that he would recommend to Congress at the next session the enactment of legislation raising the educational standards for admission of aliens to citizenship.

LABOR QUERIES

Q.—Are the workers on the government-owned Alaskan Railroad organized? A.—Yes. The train service workers are members of the railroad brotherhoods and the rest of the workers are organized in Federal Employees Union No. 344.

Unemployment Insurance

By RAYMOND M. BENNETT

The opponents of unemployment insurance such a system be adopted in such times as these, a great number of workers would be ready to stop work at once in order to live on the proceeds of the insurance. This attitude is not very flattering to the honesty and industry of the workers, nor is it in any sense a truthful presentation of the motives of labor in seeking the inauguration of a scheme of unemployment insurance.

The instinct in man always to strive for a higher standard of living is not an attribute possessed solely by the rich, but is one common to all humans. That the workers are inspired by the same laudable and legitimate desire to improve their condition, even at very great sacrifices, is amply demonstrated by the number of conflicts with capital which dot the pages of the history of industrial relations. And the sacrifices involved in such disputes and borne by the workers were so great as to prove beyond doubt that this effort to better conditions will be undertaken regardless of the hardships that must be endured if the end appears reasonably sure of attainment. It is most unreasonable, then, to assume that in the face of all these sacrifices to gain a higher standard of living the worker will deliberately abandon the cause in order to receive the meagre allowance that would be granted to him under unemployment insurance, and revert to living conditions that would represent poverty in comparison with what he has been accustomed to regardless of how small this ordinary wage was when he was employed. It is most unlikely he would give up the struggle for a better living standard because he could gain no more than a bare existence by not working. Work is not so distasteful to the average man that he will gladly sacrifice even a smaller degree of comfort and decency to live in idleness. If there are some whose desire for leisure is greater than their ambition to better their condition of life, and who will avoid honest work in order to live off the proceeds of others' labor, they are not confined to the working class, and in any case, represent the exception to the rule.

Contrary to encouraging laziness among workers, unemployment insurance would have the opposite effect. Under present conditions, with all the hardships endured in a partially successful effort to improve conditions of life, the worker is continually possessed of a certain sense of utility in his endeavor to gain the condition of life to which he has the natural ambition to attain. He knows from experience that in time of comparative prosperity he is able to live in a certain degree of comfort and enjoy a fair standard of living. But when the periods of hard times force him out of employment he has to accept a lowered standard of living and use what little of his savings he has been able to lay aside for old age, sickness or the education of his children. And if hope did not spring eternal in the human breast, it would indeed be surprising if he did not finally give up the effort for improvement after such disappointment. But anticipation of better fortune in the future makes him rise again after each misfortune, and impels him to greater effort in his work in order that his losses may be recouped and the struggle continued for more favorable conditions. If, then, in the face of these disillusionments, the mere hope that the future will be more favorable than the past maintains his ambition to work harder, save more and generally seek a better standard, how much more encouragement would he receive if instead of hopes that have proved to be groundless in the past, he had as a driving force for his ambition the knowledge that, regardless of the uncertainty of his being steadily employed in the future, he would be assured at all times of an amount, no matter how small, that would even slightly aid him through periods of depression. It is only natural that with the certainty of even so small a measure of aid assured him, the incentive to work harder, more steadily, and with greater application of skill, would greatly improve his productive capacity, not to mention the better work and increased output that would result from the peace of mind that would replace the worry which now must hinder the worker in the performance of his duties.

Probably the chief reason for the strong opposition to unemployment insurance in certain quarters is the knowledge that one of the main factors which now make wage reductions easy to enforce would be eliminated. The possibility of starving the worker into accepting lower wages would be largely overcome and this fact may have some relation to the insistent opposition to the adoption of such a method of relief for the out-of-work. And if it accomplished no other purpose labor's demand for it would be fully justified.

Now that the principle of unemployment insurance has been so widely accepted, and there seems to be a brighter prospect for the establishment of some such system in Canada, we are already beginning to hear discussions as to the amounts of contributions to be made by the Government, the employers and the employees. Since the plan seems reasonably certain of establishment, the opposition now is turning its attention toward insisting that labor bear a large proportion of the cost of the insurance. The argument appears to be that since labor is so anxious for the plan, and since labor will benefit directly, it should assume a large part of the contribution toward the fund. While it is perfectly true that labor desires unemployment insurance, it is not the case that it is preferred by labor to steady employment. It is sought only as a partial compensation for losses entailed through lack of work. If all workers were assured of employment at all times, there would be no need of such compensation and no such insurance would be asked. It is only as an alternative to full-time employ-

ment that labor demands unemployment insurance. Every man has a right to a living. In the natural order of life, each would have free access to the sources of wealth and the right to take from the land by his labor that which would be necessary to satisfy his needs and gratify his lawful desires. But in the evolution of industry the sources of wealth have been appropriated and the means of production taken over by capital. All wealth is produced under the direction of capital, the worker only receiving an amount necessary to sustain his life while employed by capital. Since the right of access to the natural sources of wealth have been denied the worker, those who have so deprived him of the means of producing wealth for himself must assume the responsibility of assuring him of a living at all times. While he is able to provide for his needs when employed, he is left to suffer hardships when his services are not required during periods of business disruption resulting from capitalistic mismanagement. Unless it is admitted, then, that all others have no right to live except at the discretion of capital, it must be apparent that the responsibility for the hardships endured because of unemployment rests solely on those who have deprived all others the right to gain a living from the sources nature has provided for that purpose. The aim of unemployment insurance being the compensation to the worker for being temporarily denied the right to work for his living, the greater part of the cost should certainly be borne by those through whose fault conditions exist which make the insurance benefits necessary.

The government, too, has its responsibility in the matter. One of the prime functions of a government is to guard the rights of all members of the state which it rules. If a government allows a system of industry to exist which does not at all times safeguard the welfare of all classes, it has an undoubted responsibility in providing a living for those who suffer the harmful consequences of such a system. Having the power to compel justice in all matters between different classes in the state, a government which neglects this duty must be prepared to contribute to benefits for those who require aid because of an unequal distribution of wealth they have condoned.

Moreover, governments invariably are quick to seize the opportunity prosperity provides to justify their fiscal policies and legislation affecting industry. In taking credit for favorable conditions, governments cannot reasonably escape accepting at least part of the blame when conditions become less prosperous. Whether or not they are entitled to the credit they take for such prosperity, the fact that they do demand such credit makes it impossible for them to deny responsibility in periods of depression.

The workers have no part whatever in the framing of the policies of industry which result in periodic unemployment. While they have the right to vote for one of two representatives to the Government every four or five years, they have no part in saying what policies should be pursued by any government. In most cases the worker's vote is merely an expression of his choice of the lesser of two evils. No blame in the least, then, can be attached to him for either the industrial, legislative or fiscal policies which result in hard times. Having no responsibility in the matter, he has no moral obligation to pay for the ill-effects of the acts of others. When work is available he does not have to pay for his job. Unemployment insurance benefits are sought to compensate him for being deprived of his right to work. Why, then, should the worker be obliged to contribute toward compensation for denial of a natural right?

Editor, The Labor World, Sir:—The Montreal Star says it is not patriotic to make money out of country in good times and then in bad times to put dividends before the right of the workers to a livelihood! It has hitherto been patriotic to make money out of the workers, even in wartime. And the despised politicians have been counted on to retrieve the blunders and rescue the victims of a business system that is managed so badly it breaks down every so often. They are expected to shoulder responsibilities that should rest on the owners and managers of the business system. But when there are easy profits they are told to keep their hands out of business.

The Star is not half right. If the patriots did not make so much money at the expense of the workers sometimes, there need be no bad bills.

AT THE PLAYHOUSES

AT LOEW'S
William Haines in "Just a Gigolo," based on the famous stage play, "Dancing Partners," will be the feature film at Loew's starting Sunday. Pauline Garon, Lovell Star, will appear in person as a featured attraction of the vaudeville bill, the other acts being Morris and Campy in a comedy sketch, "Cookie" Bowers, Alexander Sainio and Co. in a music and dance act, and Frank Shields in "A Western Novelty."

AT THE PALACE

The newest Nancy Carroll-Fredrick March romantic drama, "The Night Angel," will be the feature photoplay attraction at the Palace starting Saturday. The story concerns the daughter of an impoverished and disgraced Countess who owns and operates a notorious night club in Prague. Nancy Carroll is the daughter, an entertainer in this cabaret, and Fredrick March, the young lawyer recently elected chief prosecutor of the city, who decides to reform the town.

AT THE IMPERIAL

Bebe Daniels is starred in "My Past," which comes to the Imperial Theatre Saturday. "My Past" is a revelation of modern love among ultra-modern people in which two men vie for the love of a beautiful footlights celebrity. The second featured attraction of the vaudeville bill, starring Bebe Daniels, is "The Speckled Band," a British mystery story, featuring one of Conan Doyle's famous mystery stories. Featured in the cast are Ray, Angela, Babbely, Athole Stewart and Nancy Price. Short subjects complete the program.

AT THE CAPITOL

"Sweepstakes," with Eddie Quilan and Marion Nixon, and "The Speckled Band" starting Friday. "Sweepstakes" is the story of what can happen to a jockey after one false move. The second feature, "The Speckled Band," a British mystery story, is one of Conan Doyle's famous mystery stories. Featured in the cast are Ray, Angela, Babbely, Athole Stewart and Nancy Price. Short subjects complete the program.

Following agreement on a rate of \$1.50 an hour and a five-day working week, a strike of union ironworkers in Pittsburgh has been ended.

An agreement was recently concluded between Czechoslovakia and Germany under the terms of which the citizens of each country, when employed in the other, will receive their full rights as pensioners or beneficiaries of social insurance in their respective countries.

From our Readers

Editor, The Labor World.

It is disappointing to see the United Farmers in parliament, who started the session with a fair promise of constructive leadership, turning aside to pursue the will of the wisps of monetary reform across the morass of capitalism. No doubt the 250,000 farmers on the prairies would gain a little improvement in their position as debtors by currency inflation, if they could find a way to effect it, but currency inflation, without a war or some other circumstance creating a big demand for men and goods, is hardly the way to progress and prosperity. In Australia, where six and a half million people are finding it hard to carry a public debt of six billions, the currency has depreciated about 30 per cent in respect to English sterling, but the wheat growers have had to reduce their acreage 30 per cent and the Commonwealth statistician admits that 25 per cent of the workers are jobless and other 15 per cent only working part time.

The banks as organs of the capitalist system are implementers of exploitation, but hardly the major means of exploitation. Premier Bennett points out that stocks and bonds representing invested capital are valued at 17 billions, a party from titles to ownership of farms and similar property. At the same time, the stock of gold and silver money in the country is probably considerably less than 100 millions. Certainly the owners of 17 billions of invested capital have a great deal more control over production and distribution than the controllers of money, the chief function of which is that of a medium of exchange.

When the United Farmers have been advocating free trade they have rightly pointed out that international trade is a matter of the exchange of the commodities, that the protectionist argument that high tariffs keep money in the country, is wrong, because we do not export or import money, that there is no international currency, and that gold when used to adjust trade balances functions as a commodity not as money. If this view is sound, then changes in the volume of money and credit are not the major factors in determining price relations between commodities; if they were the changes in prices would be uniform or nearly so. During the first year of the depression while the prices of primary products fell off in nearly every case, more than one-fourth of the commodities covered by the Canadian index of wholesale prices held their boom prices or actually advanced. If changes in the volume of money, the common denominator of values, were the main determining factor all commodity prices should have fallen in about equal proportions. But the determining factor was the ability of some producers to control competition in their sphere and hold their products off the market for a long period, and the inability of others to control competition. This power of determining prices springs from the strength of the position of certain interests as controllers of strategic processes in the total process of production and distribution.

In the hope of diverting attention from the fact that a Rob Roy system of economics must periodically get out of gear because those who take the lion's share of the surplus can neither consume nor invest it in new industries for the products of which new markets can be found, certain wise men attribute a magic role to money. This London Banker Darling and United States Senator Pittman, champions of the silver producers, have stated that the action of the British government of India in restoring the gold standard in 1926—India actually adopted the gold exchange standard in 1893—struck down the purchasing power of about half the human race by two-thirds. That is to say, the purchasing power of India and China has been reduced because the main form of money in China and India, silver, has become cheap. At the same time we are told that the purchasing power of the people of Occidental countries has been reduced because money has become dear. The two propositions are contradictory.

Le Monde Ouvrier - The Labor World

Rédigé en collaboration
Le porte-parole des ouvriers organisés de la Province de Québec
The Bilingual Mouthpiece of the Province of Québec Organized Workers

Membre de la Presse internationale Ouvrière d'Amérique
Member of the Int. Labor Press

GASTON FRANCO
Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

PARC BELMONT
CARTIERVILLE
Toujours l'endroit d'amusement favori. Attractions variées. Splendide salle de danse en plein air.
Cinéma gratuits à tous les soirs
LE RENDEZ-VOUS DES FAMILLES
Admission: Adultes, 10c. Enfants, 5c.

BELMONT PARK
CARTIERVILLE
Always the Ideal Amusement Place
A choice of attractions, Splendid dance hall
Free Movie Show Every Evening
THE REAL FAMILY PLACE
Admission: Adults, 10c. Child, 5c.

DOMINION PARK
OPEN FOR THE SEASON
Canada's Greatest Amusement Park
New features, epic and span, and hundreds of attractions for young and old.
Bring the family and be happy
All Cars Go To The Park

PARC DOMINION
OUVERT POUR LA SAISON
Le plus grand parc d'amusements au Canada. Attractions nouvelles et amusements pour les parents et leurs enfants.
Venez vous amuser avec votre famille
Tous les Chars conduisent au Parc.

A better Gas Range
--at Lower Cost
Smoothtop
Beautiful in appearance and perfect in operation. Made in Canada by Canadian workmen -- for Canadian customers. A model for every need, moderately priced with easy monthly terms.

Montreal Light Heat & Power
CONSOLIDATED

Canada Cement Company Limited
General Offices
CANADA CEMENT CO. BUILDING
PHILLIPS SQUARE
MONTREAL, QUE.

CANADIAN INDUSTRIES LIMITED
Beaver Hall Building, MONTREAL
Subsidiaries:
Canadian Explosives Limited, Dominion Cartridge Company Limited, Canadian Fireworks Limited, Flint Paint & Varnish Limited, Arlington Company of Canada, Limited, Canadian Ammonia Company Limited, Triangle Chemical Company Limited, Canadian Salt Company Limited, Grassell Chemical Company Limited, Cassel Granite Company

The GURNEY MASSEY COMPANY, LIMITED
Office and Warehouse
96 PRINCIPAL STREET
ST-LAURENT DE MONTREAL

THE GURNEY Foundry Company, Ltd.
Stove Works:
ST-LAURENT DE MONTREAL

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS
FASHION-CRAFT
chez LECHASSEUR, Limitée
231 est, rue Sainte-Catherine

A new British color process was demonstrated to the Royal Society in London, which, it is said, will revolutionize cinematography. The secret of the new invention is that the actual film base is printed with a foundation, or matrix, consisting of 500,000 minute red, green and blue-violet squares to every square inch of film. Over this foundation there is coated a highly sensitive emulsion. This new film, the result of five years' endeavor, is inflammable.

Smallpox was brought to America shortly after the time of Columbus and made great ravages among the Indians.

BASEBALL

Au STADE
Coin Ontario & Delorimier
At the STADIUM
Corner Ontario & Delorimier Sts.

MONTREAL - JERSEY CITY—July 18.
MONTREAL - READING—July 19, 20, 21, 22.
MONTREAL - ROCHESTER—July 23, 24.

Admission: 85c. — Reserved Stand, \$1.10 — Box Seats, \$1.65

Le Monde Ouvrier - The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la Province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Québec Organized Workers

Membre de la Presse internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the Int. Labor Press

GASTON FRANCO

Secrétaire de la Rédaction

Secretary, Editorial Department

PARC BELMONT

CARTIERVILLE

Toujours l'endroit d'amusement favori. Attractions variées. Splendide salle de danse en plein air.

Cinéma gratuits à tous les soirs

LE RENDEZ-VOUS DES FAMILLES

Admission: Adultes, 10c. Enfants, 5c.

BELMONT PARK

CARTIERVILLE

Always the Ideal Amusement Place

A choice of attractions, Splendid dance hall

Free Movie Show Every Evening

THE REAL FAMILY PLACE

Admission: Adults, 10c. Child, 5c.

DOMINION PARK

OPEN FOR THE SEASON

Canada's Greatest Amusement Park

New features, epic and span, and hundreds of attractions for young and old.

Bring the family and be happy

All Cars Go To The Park

PARC DOMINION

OUVERT POUR LA SAISON

Le plus grand parc d'amusements au Canada. Attractions nouvelles et amusements pour les parents et leurs enfants.

Venez vous amuser avec votre famille

Tous les Chars conduisent au Parc.

A better Gas Range

--at Lower Cost

Smoothtop

Beautiful in appearance and perfect in operation. Made in Canada by Canadian workmen -- for Canadian customers. A model for every need, moderately priced with easy monthly terms.

Montreal Light Heat & Power

CONSOLIDATED

Canada Cement Company Limited

General Offices

CANADA CEMENT CO. BUILDING

PHILLIPS SQUARE

MONTREAL, QUE.

CANADIAN INDUSTRIES LIMITED

Beaver Hall Building, MONTREAL

Subsidiaries:

Canadian Explosives Limited, Dominion Cartridge Company Limited, Canadian Fireworks Limited, Flint Paint & Varnish Limited, Arlington Company of Canada, Limited, Canadian Ammonia Company Limited, Triangle Chemical Company Limited, Canadian Salt Company Limited, Grassell Chemical Company Limited, Cassel Granite Company

The GURNEY MASSEY COMPANY, LIMITED

Office and Warehouse

96 PRINCIPAL STREET

ST-LAURENT DE MONTREAL

THE GURNEY Foundry Company, Ltd.

Stove Works:

ST-LAURENT DE MONTREAL

Faites vos achats de

MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

231 est, rue Sainte-Catherine

A new British color process was demonstrated to the Royal Society in London, which, it is said, will revolutionize cinematography. The secret of the new invention is that the actual film base is printed with a foundation, or matrix, consisting of 500,000 minute red, green and blue-violet squares to every square inch of film. Over this foundation there is coated a highly sensitive emulsion. This new film, the result of five years' endeavor, is inflammable.

Smallpox was brought to America shortly after the time of Columbus and made great ravages among the Indians.

BASEBALL

Au STADE

Coin Ontario & Delorimier

At the STADIUM

Corner Ontario & Delorimier Sts.